



**THIERRY AFSCHRIFT**  
PROFESSEUR  
ORDINAIRE À L'ULB

RÉMUNÉRATION

# Les politiciens sont-ils trop payés ?

IL EST DE BON TON DE CRITIQUER NOS POLITICIENS, et il faut reconnaître qu'une bonne partie d'entre eux le méritent. Mais la question de savoir s'ils sont trop bien rémunérés mérite réflexion.

A L'ORIGINE DE CELLE-CI, on peut placer la proposition du PTB, une fois de plus populiste, qui, lors des négociations, apportées pour la constitution d'une majorité à Molenbeek, proposait de réduire de moitié la rémunération du bourgmestre et des échevins. Concrètement, le bourgmestre d'une grande ville de plus de 150.000 habitants (et Molenbeek en a bien sûr moins...) gagne un peu plus de 80.000 euros par an, bruts. Un député belge gagne un peu plus de 7.000 euros bruts par mois, et un ministre en gagne environ 19.000.

EST-CE VRAIMENT TROP, pour des fonctions qui, hormis peut-être celle de bourgmestre, sont particulièrement instables, un ministre pouvant être amené à démissionner du jour au lendemain pour un mot de trop posté imprudemment sur Facebook, ou recueilli insidieusement par un micro non éteint ?

LE MYTHE RÉPANDU PAR LES POPULISTES est que les représentants et dirigeants devraient être des gens comme tout le monde, pour qu'ils s'identifient mieux à la population, et que les assemblées soient à l'image des personnes qu'elles représentent. Pour eux, les élus ne devraient donc pas être mieux rémunérés que la moyenne de leurs électeurs. On peut douter de la validité du raisonnement. Notre démocratie est, non pas directe, mais «représentative»: les électeurs votent pour des personnes qui sont en quelque sorte leurs «mandataires», censées être plus qualifiées

pour défendre leurs intérêts. Par hypothèse plus qualifiés, les élus doivent être mieux rémunérés que la moyenne. Ils font d'ailleurs un autre travail, censé exiger plus de compétences que celles du commun des mortels.

IL SERAIT ÉGALEMENT TRÈS DANGEREUX de partir du principe que les personnes qui ont une fonction politique exécutive, comme ministre ou bourgmestre, devraient être, elles aussi, des «gens comme tout le monde». On peut sans doute regretter que l'Etat s'occupe de domaines de plus en plus vastes, et constater que souvent il le fait fort mal, mais la situation serait assurément encore bien pire si l'on permettait

***L'essentiel du coût que représentent nos dirigeants, ce n'est pas leur salaire, mais les frais occasionnés par les milliers de personnes qui les entourent, dans les cabinets et à l'administration.***

à des personnes dépourvues de toute qualification de gérer le budget de l'Etat, qui représente environ la moitié du PIB.

ACTUELLEMENT, MÊME LE PREMIER MINISTRE gagne à peine un peu plus de 10% de la rémunération moyenne d'un dirigeant d'une société cotée au Bel 20. L'attrait de l'argent n'est sans doute pas le premier objectif des politiciens surtout avides de pouvoir. Mais il est peu probable que quelqu'un de réellement compétent pour la gestion d'une grande entité se contente d'être Premier ministre alors qu'il peut diriger une entreprise en étant beaucoup mieux rémunéré. Et c'est sans doute pour cette raison que nous sommes le plus souvent dirigés par des personnes dont le principal talent est de

capturer des voix ou de contrôler des appareils de partis, plutôt que par de brillants gestionnaires.

IL FAUT DÈS LORS COMPRENDRE que, si l'on veut avoir un personnel politique de qualité, il faut qu'il soit rémunéré à hauteur des compétences que l'on demande pour assurer une bonne gestion des deniers publics. Cela n'implique pas nécessairement un coût budgétaire important, parce que l'essentiel du coût que représentent nos dirigeants, ce n'est pas leur salaire, mais les frais occasionnés par les milliers de personnes qui les entourent, dans les cabinets et à l'administration. On peut aussi douter qu'il est nécessaire d'avoir

autant de mandataires publics, qu'il faille autant de parlements et de parlementaires, de ministres et de conseillers communaux (plus de 40 dans certaines communes) pour gérer la partie publique de l'activité humaine.

L'IDÉAL SERAIT ÉVIDEMMENT de remettre en cause l'importance de ce qui est géré par des entités publiques, en désengageant l'Etat et les autres collectivités de la plupart des domaines d'activité où ils sont inutiles, voire nuisibles. En attendant, tant que l'on s'obstine à suivre un modèle «big government, high taxes», autant qu'il soit le moins inefficace possible. Cela requiert un moins grand nombre de personnes, avec davantage de qualités et rémunérées correctement. ©